



Nous l'avions dit, la fracture dans la gauche se situe au niveau européen. Cela s'avère plus vrai que jamais. Si, lors de la campagne présidentielle, nous avons fait de la réorientation européenne une priorité, c'est parce que nous savions que sans une autre Europe, point de salut dans nos politiques économiques nationales. Et nous avons prévenu le Parti Socialiste que s'il s'entêtait, il se retrouverait isolé à gauche dans sa volonté de poursuivre la construction de l'Europe libérale.

Le récent positionnement d'Europe Ecologie Les Verts, refusant le Traité européen (ou Pacte budgétaire) en atteste. Leur Conseil national a voté très majoritairement le rejet de ce traité, sous prétexte qu'il devait être renégocié selon la promesse de campagne du candidat François Hollande, et qu'il ne l'a pas été. On est bien d'accord !

Le front anti-traité s'élargit. Des parlementaires écologistes, mais aussi socialistes s'apprêtent à voter contre. Graver dans le marbre les politiques d'austérité ne peut satisfaire personne à gauche. A ce propos, j'ai demandé, avec mon comité Front de gauche, à Eva Sas, la députée écologiste de ma circonscription en Essonne, de se positionner. [Vous pouvez retrouver la lettre ici](#)

J'ai lu dans *Le Parisien* que les parlementaires de ce parti étaient divisés quant à leur vote, alors j'aimerais savoir si cette nouvelle essonnienne (sic) s'inscrit dans la tradition locale de la gauche. Pour mémoire, je rappelle que Julien Dray et Marie-Noëlle Lienemann, anciennement parlementaires socialistes essonniers, appelle à voter contre ce Pacte budgétaire. Et que l'actuel député , Président du Conseil général va voter « non » lui aussi. Bienvenue en

Essonne, Eva !

Bref, une fois encore, au nom de la politique européenne, le gouvernement souhaite passer au-dessus du peuple français. Double déni de démocratie que voilà : les Français sont pour un référendum et contre le Traité, on n'en tient pas compte ; et on soumet les votes des budgets nationaux à une commission européenne composée de non-élus. Au lendemain du 220ème anniversaire de notre République, cela fait désordre. On tente d'effacer le peuple souverain. A se demander si c'est vraiment un hasard que seule une association ait décidée de fêter cet anniversaire. Notre République ne commémore même pas sa date de naissance !

Dimanche, nous avons une occasion de rappeler la force d'un peuple en mouvement. Nous avons l'occasion de rappeler que la vie démocratique et le débat républicain ne s'ouvrent pas qu'au moment des élections avant de se refermer lors de leur clôture. Lorsque d'importantes décisions doivent être prises, qui engagent l'avenir, qui engagent un abandon de souveraineté, le peuple doit être consulté. C'est l'essence même de l'esprit républicain. Bien sûr, la démocratie représentative existe. François Hollande aurait d'ailleurs pu se réclamer du mandat que lui a donné le peuple français pour renégocier le Traité, comme il s'y était engagé. Il ne l'a pas fait. « D'un point de vue juridique, c'est vrai, le Traité est le même » comme l'a déclaré récemment Jean-Marc Ayrault, le 1er Ministre, dans le journal Mediapart. Bon, un Traité c'est quoi si ce n'est un document juridique ? C'est le même !? Donc il n'a pas été renégocié depuis l'accord Sarkozy-Merkel. Donc Hollande a menti. Donc le peuple français a le droit, et même le devoir de s'inviter dans le débat puisqu'on l'en écarte.

Ça tombe bien, la manifestation aura lieu Place de la Nation !